

Fiche ressource **—  
formation**

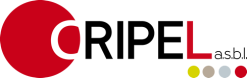


Table des matières

[Équivalence ou reconnaissance des diplômes 3](#_Toc464650344)

[Informations utiles 3](#_Toc464650345)

[Où s’adresser ? 3](#_Toc464650346)

[Diplôme de l’Enseignement secondaire : CESI ou CESS 3](#_Toc464650347)

[Diplôme de l’Enseignement Supérieur ou Universitaire 5](#_Toc464650348)

[Décision 6](#_Toc464650349)

[Apprentissage de la langue française 9](#_Toc464650350)

[Qu’est-ce que la maîtrise d’une langue ? 9](#_Toc464650351)

[Maîtrise de la langue et Parcours d’Intégration 10](#_Toc464650352)

[Définir l’intégration ? 10](#_Toc464650353)

[La formation à la langue française dans le Décret du 27/03/2014 12](#_Toc464650354)

[La formation à la citoyenneté 13](#_Toc464650355)

[Missions et agrément des ILI 14](#_Toc464650356)

[Dispositifs d’apprentissage de la langue française 16](#_Toc464650357)

[Introduction 16](#_Toc464650358)

[La mise en place du dispositif en Belgique 16](#_Toc464650359)

[Les dispositifs 18](#_Toc464650360)

[Organisation concrète de l’apprentissage de la langue française 19](#_Toc464650361)

[Test de positionnement 19](#_Toc464650362)

[Cours d’Alpha/Fle 20](#_Toc464650363)

[Déclaration de nationalité et apprentissage de la langue française 20](#_Toc464650364)

[La formation à la citoyenneté 21](#_Toc464650365)

[Le Parcours d’intégration et la citoyenneté 21](#_Toc464650366)

[La cohésion sociale et la citoyenneté 22](#_Toc464650367)

[Qu’est-ce que la citoyenneté ? 22](#_Toc464650368)

[Organisation pratique de la formation à la citoyenneté 23](#_Toc464650369)

# Équivalence ou reconnaissance des diplômes

Une équivalence est un document qui détermine la valeur des études suivies à l’étranger. Elle est délivrée sur base de documents scolaires.

**Attention** : Pour les élèves en âge de fréquenter l’enseignement primaire, c’est l’école qui décidera en quelle année l’enfant commencera.

L’équivalence est nécessaire si l’on souhaite :

* terminer ses études secondaires en Communauté française;
* étudier dans l’enseignement supérieur en Communauté française;
* travailler, s’installer comme indépendant, suivre une formation professionnelle.

## Conseil important

La complexité des différentes procédures d’équivalence nécessite une information fiable pour éviter de perdre du temps et de l’argent, de se disperser dans des démarches administratives inutiles ou de renoncer à tout projet socioprofessionnel.

<http://www.equivalences.cfwb.be>

## Informations utiles

### Où s’adresser ?

**Équivalences de diplôme des études secondaires :**

Service des équivalences de l’enseignement obligatoire

Rue Adolphe Lavallée, 1– 1080 Bruxelles

[equi.oblig@cfwb.be](mailto:equi.oblig@cfwb.be)

Tél. : 02/690.86.86

**Équivalences de diplôme de l’enseignement supérieur ou universitaire :**

Service de la Reconnaissance académique et professionnelle des diplômes étrangers d’enseignement supérieur

Rue Adolphe Lavallée, 1/5ème étage – 1080 Bruxelles

[equi.sup@cfwb.be](mailto:equi.sup@cfwb.be)

Tél. : 02/690.89.00 (mardi et mercredi de 13h30 à 16h)

#### Diplôme de l’Enseignement secondaire : CESI ou CESS

1. **Si l’on souhaite poursuivre des études dans l’enseignement secondaire**

Pour les élèves qui commencent l’enseignement secondaire en Communauté française ou qui veulent terminer leurs études secondaires en Communauté française, c’est l’école qui se charge de demander l’équivalence

pour eux.  
Bien entendu, l'élève ou les parents sont libres d’introduire eux-mêmes la demande auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

1. **Si l’on souhaite poursuivre des études dans l’enseignement supérieur**
2. **Délais d’introduction du dossier**

Sauf dérogation, les demandes d'équivalence pour l'enseignement secondaire supérieur peuvent être introduites, chaque année, entre le 15 novembre et le 15 juillet.

Il est très fortement conseillé aux étudiants diplômés depuis une ou plusieurs années d’introduire leur dossier avant le 15 mars.

1. **Décision**

Les dossiers sont examinés par le service des équivalences et la procédure d’équivalence peut durer plusieurs mois.

Si la décision d’équivalence ne donne pas le résultat attendu, la personne soit:

* **ne peut pas à entamer les études souhaitées**:
* **se voit, dans certains cas, obligée à retourner dans l’enseignement secondaire** avant de pouvoir entamer des études dans le supérieur.

Attention; il convient de noter, cependant, que l’équivalence n’est pas le seul moyen de poursuivre des études dans l’enseignement supérieur en Communauté française.

1. **Si le diplôme est délivré dans un pays où la langue d’enseignement n’est pas le français**

Dans ce cas, la personne devra réussir l’examen de maîtrise de la langue française pour pouvoir poursuivre des études dans l’enseignement supérieur en Communauté française.

Cet examen est organisé par les Universités ou Hautes écoles.

La réussite de cet examen ne modifie pas la décision d’équivalence. La preuve de cette réussite doit être présentée à l’école en même temps que la décision d’équivalence.

1. **Si l’on a besoin d’une équivalence pour obtenir un emploi ou une formation professionnelle**
2. **Pourquoi introduire une demande d’équivalence?**

Pour les personnes titulaires d’un diplôme étranger qui souhaitent travailler en Belgique, l’équivalence peut s’avérer utile.

Premièrement, sauf pour les titulaires d’un diplôme européen, l’équivalence est nécessaire pour exercer une profession réglementée (pharmacien, vétérinaire, architecte,...).

Deuxièmement, pour obtenir un emploi dans le service public, réservé aux titulaires de certains diplômes, l’équivalence est nécessaire.

Troisièmement, pour bénéficier des barèmes salariaux légaux fixés selon le niveau d’études, il faut un diplôme belge ou une équivalence. Enfin, dans le secteur privé, l’équivalence n’est pas requise mais elle constitue néanmoins un atout appréciable sur le marché de l’emploi.

1. **Délais d’introduction**

On peut demander l’équivalence à n’importe quel moment mais le dossier sera accepté uniquement s’il est complet.

1. **Décision**

Les dossiers sont examinés par le Service des équivalences. Il peut rendre un avis négatif si, par exemple, elle estime que le niveau des études de la personne ayant introduit une demande ne correspond pas au niveau des études belges correspondantes.

La procédure d’équivalence peut durer plusieurs mois.

#### 

#### Diplôme de l’Enseignement supérieur ou universitaire

**Conseil préalable :**

Avant toute introduction de demande (et donc tout envoi de documents), il est vivement recommandé de contacter l’administration afin de s’assurer de l’issue éventuelle de la demande.

Direction générale de l’Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique

Service de la Reconnaissance académique et professionnelle des diplômes étranger

Rue Adolphe Lavallée, 1 - 1080 BRUXELLES  
[equi.sup@cfwb.be](mailto:equi.sup@cfwb.be)

<http://www.equivalences.cfwb.be>

Pour toute demande d’information, il convient de préciser :

* l’intitulé exact du diplôme pour lequel la personne souhaiterait obtenir l’équivalence,
* l’intitulé exact des diplômes obtenus dans l’enseignement supérieur,
* le nom de l’institution qui a délivré ces diplômes,
* la durée légale de ces études,
* le pays de délivrance,
* la présence ou non d’un ou de plusieurs mémoires de fin d’études,
* la réalisation de stages,
* la nationalité,
* et le motif pour lequel la personne sollicite l’équivalence de son diplôme (poursuites d’études, et si oui lesquelles, fins professionnelles…).

Remarque

Les équivalences de diplômes universitaires ne donnent pas directement accès aux professions réglementées.

Le demandeur qui est dans l’impossibilité de fournir certains documents requis, est invité à le signaler et à indiquer le motif de cette impossibilité par écrit. Cette notification se fait dans le formulaire fourni par l’administration. Si un document manque et que cela n’est pas signalé, le dossier est considéré comme incomplet et ne sera donc pas examiné par l’organe consultatif compétent.

**Décision**

Après réception, le dossier est transmis par le service des équivalences à la commission d’équivalence compétente pour avis. L’avis émis tient compte, notamment, des critères suivants:

* Les conditions d’accès à la formation
* La durée de la formation
* Le volume horaire de la formation
* Le contenu de la formation, y compris les stages, les exercices pratiques, les mémoires et les thèses
* Les résultats obtenus aux épreuves
* L’accréditation ou la reconnaissance par les autorités étrangères compétente de l’institution ayant délivré le diplôme
* Les effets reconnus au diplôme par les autorités étrangères compétentes
* Une fois que l’avis de la commission est donné, le service des équivalences va rendre une décision définitive sur base du dossier complet et de l’avis de la commission d’équivalence.

La procédure d’équivalence peut durer 4 mois.

1. **Il existe 2 types d'équivalence :**
2. **L'équivalence de niveau d'études :**

Elle établit légalement le caractère supérieur des études en précisant leur niveau (BES, Bachelier, Master) par rapport aux diplômes délivrés en Fédération Wallonie-Bruxelles.

1. **L'équivalence à un diplôme spécifique : (ex: Master en sciences de gestion)**

Elle reconnaît équivalent le contenu de la formation accomplie à l'étranger à celui du diplôme correspondant délivré en Fédération Wallonie-Bruxelles.

1. **Si l’on souhaite poursuivre des étudies supérieures ou universitaire au sein de la Fédération Wallonie Bruxelles**

Si l’on a réalisé des études dans l’enseignement supérieur à l’étranger et que l’on désire poursuivre des études au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles, il faut prendre contact avec l'établissement d'enseignement supérieur de son choix \* en vue de solliciter une admission aux études choisies. L'établissement d'enseignement examinera la comparabilité des études antérieures avec celles que la personne désire poursuivre en son sein et décidera du programme d'études auquel elle est admissible.

\* consultez le site [www.mesetudes.be](http://www.mesetudes.be/)

Les frais de procédure s'élèvent à **200 euros** (ou à **150 euros** pour les diplômes délivrés dans un [pays bénéficiaire de l'aide publique au développement (APD)](http://www.oecd.org/fr/cad/stats/documentupload/DAC%20List%20of%20ODA%20Recipients%202014%20final%20FR.pdf).

**Attention** : Les réfugiés et les bénéficiaires de la protection subsidiaire sont exemptés des frais de procédure.

# Apprentissage de la langue française

## Qu’est-ce que la maîtrise d’une langue ?

Qu’est-ce que maîtriser une langue ? À partir de quel niveau de compétence va-t-on dire qu’un individu maîtrise ou non telle ou telle langue ? Aucun linguiste ne peut donner une réponse unique et définitive à cette question et ce pour de multiples raisons. Maîtriser une langue, c’est connaître les normes qui définissent la prononciation des mots de cette langue, leur sens, les manières de les combiner pour faire des phrases, etc., et c’est aussi être capable de produire des énoncés conformes à ces normes dans la pratique. Or, personne n’a une connaissance totale de ces normes et personne n’est en mesure de les respecter constamment. Dès lors, la maîtrise de la langue n’est jamais absolue, mais elle est toujours relative. Aussi, on ne peut pas opposer des gens qui maîtrisent le français à d’autres qui ne le maîtrisent pas. En revanche, on peut tenter de distinguer des niveaux de connaissance d’une langue, notamment pour définir des cursus de formation[[1]](#footnote-1) - tout en sachant que les frontières entre ces niveaux sont toujours discutables car, dans la réalité, il y a toujours un continuum entre les niveaux de maîtrise des individus.

Par ailleurs, les normes de chaque langue varient en fonction des contextes : on n’a pas la même vision de ce qu’est « bien parler » et, du coup, les mêmes attentes à cet égard, selon que l’on parle avec telle ou telle personne, dans telle ou telle région, lors d’une discussion de café ou d’une réunion professionnelle, etc. Autrement dit, le niveau de maîtrise de la langue d’une personne donnée sera jugé suffisant dans tel contexte et non dans tel autre.

Enfin, il faut bien distinguer la maîtrise du français au sens défini ci-dessous de la capacité à communiquer en français. En effet, dans certains contextes, un individu peut parfaitement arriver à se faire comprendre, même s’il ne respecte pas certaines normes en matière de prononciation ou de syntaxe, et ce même individu peut communiquer efficacement en français dans toute une série de situations orales, tout en ayant, par exemple, une connaissance très limitée du vocabulaire formel, de l’orthographe française et des normes d’usage de la langue écrite en général.

Par conséquent, les problèmes que certaines personnes issues de l’immigration peuvent rencontrer au niveau de la maîtrise du français peuvent être de natures très différentes :

* Certaines n’ont pas une connaissance et une pratique suffisantes des normes de base du français et sont dès lors dans l’incapacité de communiquer efficacement dans les situations de la vie courante (par exemple avec les enseignants de leurs enfants, avec le personnel des services publics, etc.). Une meilleure acquisition du français est alors le seul moyen pour elles de pouvoir réellement participer à la vie publique sous ses divers aspects.
* D’autres ont en revanche une maîtrise suffisante du français pour se faire comprendre dans la plupart des situations quotidiennes de communication. Bien que l’on ne dispose pas de données permettant de mesurer le niveau de maîtrise du français dans la population, on peut estimer que c’est le cas de la grande majorité des Bruxellois et des Wallons d’origine immigrée et que ceux-ci savent donc parler français. S’ils peuvent, en règle générale, communiquer de façon satisfaisante en français, ce n’est pas toujours le cas dans *toutes les situations ou face à tous les publics*.
  1. Ils connaissent parfois des difficultés dans l’emploi d’un registre soutenu, ou dans l’usage écrit du français - caractéristique qu’ils partagent avec l’ensemble des Belges peu scolarisés. En d’autres termes, ils ne sont pas toujours en mesure de mener à bien certaines activités qui demandent des compétences langagières assez élaborées s’apprenant en général via une scolarisation longue - compétences qu’ils ne maîtrisent alors ni en français ni dans aucune autre langue. Là encore, il s’agit d’une situation qui ne peut être résolue que par un apprentissage plus approfondi ou par des mises en situation d’appropriation de la langue ; cependant, il faut souligner à nouveau que cette réalité n’est en rien spécifique aux populations issues de l’immigration.
  2. Ils ne parlent pas tous un français normé ou considéré comme *correct* : certains ont, par exemple, un accent, ou ne maîtrisent pas toutes les subtilités de la conjugaison française. Cela crée rarement des malentendus, mais peut, en revanche, avoir des conséquences dans le regard de l’autre : quelqu’un qui rencontre de telles difficultés en français sera parfois considéré simplement comme un locuteur comme les autres, mais sera aussi parfois perçu comme un locuteur non légitime, comme quelqu’un qui manque d’éducation ou comme un « immigré », avec toutes les discriminations que cela peut engendrer. Le fait qu’ils ne parlent pas français comme « *nous* » rappelle leur *différence*, leur *altérité* (leur accent n’est pas simplement populaire, incorrect, c’est un accent étranger), il nous montre que ces individus ne se sont pas totalement *assimilés* - ce qui, comme nous le verrons, reste malgré tout une préoccupation majeure dans la conception dominante de l’intégration. »[[2]](#footnote-2)

## Maîtrise de la langue et Parcours d’Intégration

### Définir l’intégration ?

*« L'action régionale en matière d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère a pour objectif l'intégration des personnes, en favorisant :*

* *1° l'égalité des chances ;*
* *2° la citoyenneté ;*
* *3° la cohésion sociale dans la perspective d'une société interculturelle ;*
* *4° l'accès des personnes aux services publics et privés ;*
* *5° leur participation sociale et économique.*

*Tous les cinq ans - et pour la première fois en 2014 - le Gouvernement adopte un plan d'action favorisant l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère menée par la Région. »[[3]](#footnote-3)*

Depuis le 28/04/2014, un « Parcours d’Intégration » a vu le jour en Wallonie, de langue française. Il se traduit dans le Décret du 27 mars 2014 remplaçant le livre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Ce Parcours d’intégration est dispensé au sein des centres régionaux d’intégration. Il est obligatoire et a pour but l’intégration des primo-arrivants, c’est-à-dire, « les personnes étrangères qui séjournent légalement en Belgique depuis moins de trois ans et qui disposent d'un titre de séjour de plus de trois mois, à l'exception des citoyens d'un état membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen, de la Suisse, et des membres de leur famille. »[[4]](#footnote-4)

Ce Parcours comprend :[[5]](#footnote-5)

1. Un module d'accueil personnalisé ;
2. Une formation à la langue française ;
3. Une formation à la citoyenneté ;
4. Une orientation vers le dispositif d’insertion socioprofessionnelle adapté.

Les activités organisées dans le cadre du parcours d'intégration, en ce compris les prestations d'interprétariat, sont gratuites pour les primo-arrivants et pour les personnes étrangères non soumises à l'obligation visée à l'article 152/7.

Art. 152/1. Le **module d'accueil** comprend, au minimum:

1° une information sur les droits et devoirs de toute personne résidant en Belgique;

2° un bilan social;

3° une aide ou une orientation vers les services d'aide à l'accomplissement des démarches administratives;

4° un test d'évaluation du niveau de français.

Le module d'accueil est dispensé au sein des centres. Le cas échéant, les centres font appel à l'organisme d'interprétariat social agréé en vertu des articles 155 et suivants afin de dispenser le module d'accueil dans une langue comprise par les primo-arrivants.[[6]](#footnote-6)

Pour répondre aux besoins du primo-arrivant identifiés lors du bilan social, le centre conclut avec le primo-arrivant une **convention**. La conclusion de la convention est **obligatoire**. [[7]](#footnote-7)

La convention a une durée maximale de **18 mois**.

La convention comporte un suivi individualisé et une formation à la citoyenneté. La formation à la langue française et l’orientation socioprofessionnelle sont intégrées à la convention en fonction de l’analyse des besoins réalisée dans le bilan social. Ce plan de formation ou d’accompagnement est gratuit.

*Le centre assure un suivi individualisé de la convention en organisant, au minimum, un entretien d'évaluation semestriel avec le primo-arrivant.*

*L'entretien d'évaluation permet, le cas échéant, d'adapter, d'un commun accord, la convention.*

*Le Gouvernement définit les critères et modalités de l'entretien d'évaluation.*

Au terme de la convention, le centre délivre au primo-arrivant une **attestation de fréquentation**, dont le Gouvernement détermine le contenu et les modalités d'octroi.

## La formation à la langue française, à la citoyenneté et le dispositif d'insertion socioprofessionnelle dans le CWASS (Livre II et III) consolidé par le Décret du 08/11/2019 et l’ARGW du 20/12/2018

# La Formation à la langue française :

« §1ier. La formation à la langue française, visée à l'article 152/3, § 2, alinéa 2, 3° du Décret, est dispensée au sein d'organismes agréés dans le cadre des initiatives locales d'intégration visées à l'article 154, de **pouvoirs publics** ou **d'organismes reconnus** par les pouvoirs publics.

***« Par « organismes reconnus par les pouvoirs publics », l’on entend :***

1. ***Les établissements d’enseignement de promotion sociale, les établissements d’enseignement supérieur et universités en Communauté française ;***
2. ***Les associations d’éducation permanente agréées par la Communauté française ;***
3. ***L’office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi, les Centres d’insertion socioprofessionnelle ;***
4. ***Les organismes bénéficiant d’une reconnaissance spécifique dans le cadre d’un appel à projets thématique dont le Gouvernement détermine les modalités. – Décret du 28 avril 2016, art.8, 1°»***

Le Gouvernement fixe les compétences minimales des formateurs à la langue française.

§2. Les modules de formation à la langue française se déroulent sur une période de seize mois maximum et comportent un minimum de quatre cents heures de formation.

Le Gouvernement définit les dispenses totales ou partielles, les critères et les modalités d’exercice de la formation à la langue française.

Les centres effectuent un test de validation des acquis au terme de la session.

Le Gouvernement fixe, sur proposition du Comité de coordination visé à l’article 151/1 les critères d’évaluation utilisés lors des tests d’évaluation du niveau de français et de validation des acquis.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=47&imgcn.y=11&DETAIL=2013070433%2FF&caller=list&row_id=1&numero=1&rech=2&cn=2013070433&table_name=LOI&nm=2013A27132&la=F&chercher=t&dt=CODE+WALLON+DE+L%27ACTION+SOCIALE+ET+DE+LA+SANTE&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27CODE%27%2526+%27WALLON%27%2526+%27DE%27%2526+%27L%27%2526+%27ACTION%27%2526+%27SOCIALE%27%2526+%27ET%27%2526+%27DE%27%2526+%27LA%27%2526+%27SANTE%27and+actif+%3D+%27Y%27&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation" \l "Art.237/5) [237/6](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=47&imgcn.y=11&DETAIL=2013070433%2FF&caller=list&row_id=1&numero=1&rech=2&cn=2013070433&table_name=LOI&nm=2013A27132&la=F&chercher=t&dt=CODE+WALLON+DE+L%27ACTION+SOCIALE+ET+DE+LA+SANTE&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27CODE%27%2526+%27WALLON%27%2526+%27DE%27%2526+%27L%27%2526+%27ACTION%27%2526+%27SOCIALE%27%2526+%27ET%27%2526+%27DE%27%2526+%27LA%27%2526+%27SANTE%27and+actif+%3D+%27Y%27&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#Art.237/7) ARGW.[[1](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=47&imgcn.y=11&DETAIL=2013070433%2FF&caller=list&row_id=1&numero=1&rech=2&cn=2013070433&table_name=LOI&nm=2013A27132&la=F&chercher=t&dt=CODE+WALLON+DE+L%27ACTION+SOCIALE+ET+DE+LA+SANTE&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27CODE%27%2526+%27WALLON%27%2526+%27DE%27%2526+%27L%27%2526+%27ACTION%27%2526+%27SOCIALE%27%2526+%27ET%27%2526+%27DE%27%2526+%27LA%27%2526+%27SANTE%27and+actif+%3D+%27Y%27&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#t) Les formateurs à la langue française visés à l'article 152/4, § 1er, alinéa 3, possèdent, au moins, lors de leur engagement, soit :  
   1° un baccalauréat ou un diplôme équivalent et une spécialisation dans l'apprentissage du français ou du français langue étrangère reconnue par le Gouvernement sur proposition du Comité de coordination;  
   2° une expérience utile en qualité de formateur en français langue étrangère de trois ans minimum ou une spécialisation dans l’apprentissage du français ou du français langue étrangère reconnue par le Gouvernement sur proposition du Comité de coordinationou une validation des compétences délivrée par un organisme reconnu par la Région ou la Communauté française.][1](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=47&imgcn.y=11&DETAIL=2013070433%2FF&caller=list&row_id=1&numero=1&rech=2&cn=2013070433&table_name=LOI&nm=2013A27132&la=F&chercher=t&dt=CODE+WALLON+DE+L%27ACTION+SOCIALE+ET+DE+LA+SANTE&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27CODE%27%2526+%27WALLON%27%2526+%27DE%27%2526+%27L%27%2526+%27ACTION%27%2526+%27SOCIALE%27%2526+%27ET%27%2526+%27DE%27%2526+%27LA%27%2526+%27SANTE%27and+actif+%3D+%27Y%27&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#t)  
Les formateurs à la langue française ont également au minimum le niveau C1 du cadre européen commun de référence pour les langues.

Les opérateurs visés à l’article 152/4 du Code se réfèrent aux niveaux déterminés par le cadre européen commun de référence pour les langues pour constituer les groupes de formation.

La formation à la langue française est dispensée par groupes de minimum cinq à maximum quinze participants. Le niveau des groupes est homogène sauf exception motivée par l’organisme visé à l’article 152/4 du Code et validée par l’administration.

### La Formation à la citoyenneté :

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=47&imgcn.y=11&DETAIL=2013070433%2FF&caller=list&row_id=1&numero=1&rech=2&cn=2013070433&table_name=LOI&nm=2013A27132&la=F&chercher=t&dt=CODE+WALLON+DE+L%27ACTION+SOCIALE+ET+DE+LA+SANTE&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27CODE%27%2526+%27WALLON%27%2526+%27DE%27%2526+%27L%27%2526+%27ACTION%27%2526+%27SOCIALE%27%2526+%27ET%27%2526+%27DE%27%2526+%27LA%27%2526+%27SANTE%27and+actif+%3D+%27Y%27&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation" \l "Art.237/6) [237/7](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=47&imgcn.y=11&DETAIL=2013070433%2FF&caller=list&row_id=1&numero=1&rech=2&cn=2013070433&table_name=LOI&nm=2013A27132&la=F&chercher=t&dt=CODE+WALLON+DE+L%27ACTION+SOCIALE+ET+DE+LA+SANTE&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27CODE%27%2526+%27WALLON%27%2526+%27DE%27%2526+%27L%27%2526+%27ACTION%27%2526+%27SOCIALE%27%2526+%27ET%27%2526+%27DE%27%2526+%27LA%27%2526+%27SANTE%27and+actif+%3D+%27Y%27&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#Art.237/8) ARGW.[[1](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=47&imgcn.y=11&DETAIL=2013070433%2FF&caller=list&row_id=1&numero=1&rech=2&cn=2013070433&table_name=LOI&nm=2013A27132&la=F&chercher=t&dt=CODE+WALLON+DE+L%27ACTION+SOCIALE+ET+DE+LA+SANTE&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27CODE%27%2526+%27WALLON%27%2526+%27DE%27%2526+%27L%27%2526+%27ACTION%27%2526+%27SOCIALE%27%2526+%27ET%27%2526+%27DE%27%2526+%27LA%27%2526+%27SANTE%27and+actif+%3D+%27Y%27&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#t) Les formateurs à la citoyenneté visés à l'article 152/5, § 1er, alinéa 2, du Code possèdent, lors de leur engagement, soit :  
   1° un titre pédagogique ou une attestation de suivi d’une formation dont le contenu est validé par l’administration sur proposition du Comité de coordination;  
   2° une expérience utile de trois années minimum en formation d'adultes.  
   Les formateurs à la citoyenneté ont également au minimum le niveau C1 du Cadre européen commun de référence pour les langues.  
   Ils ont également suivi ou s'engagent à suivre, dans les 12 mois de leur engagement, une formation abordant l'intégration des personnes étrangères, l'interculturalité et au minimum les thématiques reprises à l'article 152/5, § 2, du Code.][1](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=47&imgcn.y=11&DETAIL=2013070433%2FF&caller=list&row_id=1&numero=1&rech=2&cn=2013070433&table_name=LOI&nm=2013A27132&la=F&chercher=t&dt=CODE+WALLON+DE+L%27ACTION+SOCIALE+ET+DE+LA+SANTE&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27CODE%27%2526+%27WALLON%27%2526+%27DE%27%2526+%27L%27%2526+%27ACTION%27%2526+%27SOCIALE%27%2526+%27ET%27%2526+%27DE%27%2526+%27LA%27%2526+%27SANTE%27and+actif+%3D+%27Y%27&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#t)  
La formation à la citoyenneté est dispensée par groupes de minimum cinq à maximum quinze participants.

**Le Dispositif d’insertion socioprofessionnelle :**

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=47&imgcn.y=11&DETAIL=2013070433%2FF&caller=list&row_id=1&numero=1&rech=2&cn=2013070433&table_name=LOI&nm=2013A27132&la=F&chercher=t&dt=CODE+WALLON+DE+L%27ACTION+SOCIALE+ET+DE+LA+SANTE&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27CODE%27%2526+%27WALLON%27%2526+%27DE%27%2526+%27L%27%2526+%27ACTION%27%2526+%27SOCIALE%27%2526+%27ET%27%2526+%27DE%27%2526+%27LA%27%2526+%27SANTE%27and+actif+%3D+%27Y%27&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation" \l "Art.237/7) [237/8](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=47&imgcn.y=11&DETAIL=2013070433%2FF&caller=list&row_id=1&numero=1&rech=2&cn=2013070433&table_name=LOI&nm=2013A27132&la=F&chercher=t&dt=CODE+WALLON+DE+L%27ACTION+SOCIALE+ET+DE+LA+SANTE&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27CODE%27%2526+%27WALLON%27%2526+%27DE%27%2526+%27L%27%2526+%27ACTION%27%2526+%27SOCIALE%27%2526+%27ET%27%2526+%27DE%27%2526+%27LA%27%2526+%27SANTE%27and+actif+%3D+%27Y%27&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#Art.237/9) ARGW.[[1](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=47&imgcn.y=11&DETAIL=2013070433%2FF&caller=list&row_id=1&numero=1&rech=2&cn=2013070433&table_name=LOI&nm=2013A27132&la=F&chercher=t&dt=CODE+WALLON+DE+L%27ACTION+SOCIALE+ET+DE+LA+SANTE&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27CODE%27%2526+%27WALLON%27%2526+%27DE%27%2526+%27L%27%2526+%27ACTION%27%2526+%27SOCIALE%27%2526+%27ET%27%2526+%27DE%27%2526+%27LA%27%2526+%27SANTE%27and+actif+%3D+%27Y%27&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#t) Les opérateurs visés à l'article 152/6 du Code sont chargés d'établir un bilan socio professionnel afin d'orienter les primo-arrivants vers le dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté. Ce travail s'appuie sur les besoins du primo-arrivant en tenant compte de l'articulation avec les besoins des filières des métiers en pénurie.  
   Le bilan socioprofessionnel est réalisé au minimum sur la base de la qualification, de l'identification des compétences, du parcours professionnel et des besoins du primo-arrivant. Il est réalisé lors d'un entretien individualisé.  
   Le bilan socioprofessionnel permet d'apporter des réponses appropriées aux difficultés rencontrées par le bénéficiaire, via notamment une formation, un coaching, une aide administrative. Il peut prendre la forme d'un plan d'actions.]

### Missions et agrément des ILI

Art. 154

Les **initiatives locales d'intégration des personnes étrangères** visent à soutenir la participation à la vie sociale et associative et à aider à l'exercice des droits et des obligations des personnes étrangères.

Les initiatives rencontrent au moins une des missions suivantes:

1° la formation à la langue française;

2° la formation à la citoyenneté;

3° l’accompagnement social ;

4° l’accompagnement juridique spécialisé en droit des étrangers.

Art. 154/1.

Le Gouvernement **peut agréer** en qualité d'initiatives locales d'intégration des personnes étrangères des associations sans but lucratif qui:

1° développent au moins une des missions visées à l'article 154, alinéa 2;

2° exercent les missions faisant l'objet de la demande d'agrément depuis au moins trois ans;

3° disposent au moins d'un équivalent-temps plein;

4° disposent de locaux adaptés à l'exercice de leurs missions, à l'accueil de leur personnel, permettant l'entretien confidentiel, ainsi que d'un secrétariat et d'une salle de réunion permettant d'accueillir au moins vingt personnes;

5° participent aux plateformes organisées par les centres pour les missions pour lesquelles elles souhaitent être agréées ;

6° bénéficient d'une évaluation positive du Gouvernement en matière de gestion administrative et comptable et pour l'exercice des activités faisant l'objet de la demande d'agrément.

Les locaux visés à l'alinéa 1er répondent aux conditions de salubrité et de sécurité et sont ouverts au moins cinq jours par semaine.

Le Gouvernement **définit les qualifications du personnel** visé à l'alinéa 1er, 3°.

Art. 154/2.

**La demande d'agrément** est introduite auprès du Gouvernement, par courrier recommandé ou toute autre voie conférant date certaine à l'envoi. Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément. Ce dossier comporte au minimum:

1° la description des activités faisant l'objet de la demande d'agrément;

2° les renseignements relatifs à la population desservie et aux objectifs poursuivis;

3° les conventions de partenariat liées aux activités développées;

4° l'organigramme du personnel;

5° la liste des locaux.

Art. 154/3.

L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent livre ou des dispositions fixées en vertu du présent livre.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi et de retrait de l'agrément.

Art. 154/4.

Le Gouvernement peut subventionner, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, les initiatives locales d'intégration des personnes étrangères menées par un pouvoir public local, ou une association sans but lucratif:

1° qui développe au moins une des missions visées à l'article 154;

2° qui s'inscrit dans les plateformes organisées par le centre du ressort territorial où sont exercées les missions;

3° dont les projets comportent un descriptif de la situation existante et définissent clairement les objectifs poursuivis et les moyens à mettre en œuvre.

Les subventions visées à l'alinéa 1er sont accordées pour couvrir les dépenses de personnel et de fonctionnement directement liées à la réalisation des missions visées à l’article 154 alinéa 2 .

Le Gouvernement arrête les modalités, montants, le mode de calcul de l'indexation éventuelle et les conditions d'octroi de ces subventions.

Le montant de la subvention est notamment déterminé en fonction:

1° du nombre de personnes touchées;

2° du volume horaire des activités développées;

3° du type d'activités développées;

4° de l'inscription de l'organisme dans les réseaux existants;

5° de la formation des formateurs;

6° de la méthodologie appliquée.

## Dispositifs d’apprentissage de la Langue française

### Introduction

Les dispositifs décrits dans le présent document concernent exclusivement ceux qui sont organisés ou financés par une autorité publique. Les possibilités d’apprentissage de la langue sont évidemment plus nombreuses. Les primo-arrivants ont aussi, quand ils disposent de moyens financiers appropriés, la possibilité de suivre des cours payants dispensés dans des établissements privés.

Nous nous focaliserons sur les dispositifs d’apprentissage de la langue qui visent les migrants adultes.

### La mise en place du dispositif en Belgique

*« L’approche de l’intégration linguistique se différencie en fonction des régions et des communautés. Notons toutefois une initiative fédérale récente en matière d’intégration des primo-arrivants, le site internet Newintown.be[[8]](#footnote-8) créé en 2004 qui comporte toute une série d’informations pratiques sur la Belgique et les mesures d’intégration[[9]](#footnote-9). Quant aux régions, elles sont compétentes en matière d’intégration des étrangers. Parmi les compétences des communautés se trouvent l’enseignement, la culture et l’aide sociale. Il convient donc de distinguer l’intégration linguistique en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles, région bilingue, en soulignant d’emblée que, contrairement à la Communauté flamande qui a développé une véritable politique d’intégration avec, dès 1990, la création de centres régionaux d’intégration, ni la Communauté française ni la Région wallonne n’ont développé de véritables politiques d’intégration des migrants.*

*En Flandre, les institutions communautaires et régionales sont fusionnées. La politique d’intégration de la Communauté flamande a instauré le droit et l’obligation à l’intégration civique par son décret du 28 février 2003 relatif à la politique flamande d’intégration civique (en vigueur depuis le 1er avril 2004), concrétisé dans l’arrêté d’exécution du 30 janvier 2004. L’objectif de cette politique est triple : apprendre le néerlandais aux primo-arrivants, les familiariser avec le fonctionnement de la société flamande et faciliter leur reconnaissance comme citoyens à part entière par la société.*

*Le primo-arrivant en Flandre est désormais tenu de suivre un parcours d’intégration civique (inburgeringstraject). Ce parcours d’intégration est envisagé comme un processus interactif avec des engagements pris de la part du migrant et de la société d’accueil. Le migrant signe d’ailleurs un contrat d’intégration civique avec le bureau d’accueil dont il dépend. Le parcours d’intégration civique consiste en un programme de formation et un accompagnement individuel du nouvel arrivant. Selon les besoins du migrant, le programme de formation peut comporter trois volets : le néerlandais comme seconde langue, l’orientation sociale (fonctionnement des institutions belges, informations pratiques sur la vie en Belgique) et l’orientation professionnelle.*

*La mise en œuvre de ce parcours d’intégration civique est le fruit d’une interaction entre différents partenaires. Ainsi huit bureaux d’accueil sont chargés d’encadrer le parcours d’intégration. La Maison du néerlandais (Huis van het Nederlands) informe le migrant sur les lieux d’apprentissage du néerlandais langue seconde et vérifie que l’offre correspond à ses besoins individuels. Enfin, l’Office flamand pour l’Emploi (VDAB) accompagne le migrant dans sa recherche d’emploi.*

*En Wallonie, la politique d’intégration se base sur le décret du Gouvernement wallon relatif à l’intégration des personnes étrangères ou d’origine étrangère du 4 juillet 1996 et son arrêté d’exécution du 6 mars 1997. Ce décret a permis la création et le subventionnement de huit centres régionaux d’intégration (CRI). Ces centres sont situés à Charleroi, La Louvière, Mons, Namur, Liège, Verviers, Libramont et Nivelles en Brabant wallon. Outre leurs missions de développer des activités d'intégration en matière sociale, socioprofessionnelle, de logement et de santé, de collecter des données statistiques et de les traiter, les centres accompagnent les migrants dans leurs démarches d’intégration en les orientant vers d’autres structures telles des associations ou des centres de formation. Ils cherchent à promouvoir leur participation à la vie culturelle, sociale et économique et à encourager les échanges interculturels et le respect des différences. Certains d’entre eux organisent des cours de français langue étrangère (FLE). L’intégration en Région wallonne se fait donc sur une base volontaire. Les CRI sont agréés et subventionnés par la Direction Générale de l’Action Sociale et de la Santé (DGASS) du Ministère de la Région wallonne. C’est aussi la DGASS[[10]](#footnote-10) qui subsidie les associations actives dans le champ de l'intégration.*

***En Région de Bruxelles-Capitale****, la politique d'intégration est prise en charge par la Commission communautaire française (COCOF) d'une part, et par la Commission communautaire flamande, Vlaamse Gemmeenschapcommissie (VGC) d'autre part. Cette dernière vise à promouvoir l'intégration dans la Communauté flamande notamment par le biais de cours de néerlandais. Elle collabore avec le centre régional d'intégration Le Foyer. La COCOF développe des programmes fondés sur le décret de cohésion sociale du 13 mai 2004 entré en vigueur le 1er janvier 2006. Un de ses objectifs est l’accueil des primo-arrivants et notamment le soutien des actions qui visent à l’apprentissage du français langue étrangère. En outre, un Plan bruxellois pour l’alphabétisation (PBA) a été approuvé en 2002 et est principalement mis en œuvre par l’A.S.B.L. Lire & Écrire Bruxelles[[11]](#footnote-11). Son champ d’action prioritaire est l’alphabétisation mais il vise aussi l’apprentissage du FLE.*

*Ainsi, en Wallonie et à Bruxelles, une multitude d’associations offrent aux migrants la possibilité de suivre des cours de français langue étrangère. Mais leurs actions en matière d’intégration linguistique ne sont pas coordonnées par les pouvoirs publics. La Communauté française de Belgique est avant tout un pouvoir subsidiant pour ces associations. »[[12]](#footnote-12)*

### Les dispositifs

En Fédération Wallonie-Bruxelles, il existe un **Comité de pilotage[[13]](#footnote-13)** permanent sur l’alphabétisation des adultes dont les missions sont les suivantes :

1. Transmettre et proposer aux membres de la Conférence interministérielle des analyses, des remarques, et des suggestions sur l’articulation et la coordination des politiques d’alphabétisation dans les secteurs de :

* L’éducation permanente ;
* La Formation professionnelle, l’Insertion socioprofessionnelle et l’Emploi ;
* l’Enseignement de Promotion sociale ;
* La Formation initiale et continue des formateurs en alphabétisation ;
* L’Accueil des immigrés et primo-arrivants ;
* L’Égalité des Chances.

1. Proposer à la Conférence interministérielle ses recommandations relatives à :
   * La coordination des politiques de formation des formateurs et d’animateurs en alphabétisation des adultes ;
   * L’articulation des dispositifs communautaires et régionaux.
2. Évaluer le nombre de bénéficiaires des actions d’alphabétisation.
3. Proposer à la Conférence interministérielle :
   1. De nouveaux dispositifs ;
   2. De nouvelles actions ;
   3. L’amélioration des dispositifs existants.
4. Formuler des propositions visant la visibilité et le développement de questions relatives à l’alphabétisation.

**En Wallonie**, chaque personne est libre de suivre des cours de langue française dans les organismes ou associations qui proposent des cours de Français Langue Étrangère (FLE) ou d’alphabétisation (ALPHA).

Les professionnels ont accès à un portail « Alpha-Fle » reprenant l’offre d’Alpha-Fle en Région Wallonne[[14]](#footnote-14).

Les primo-arrivants concernés par l’obligation du **Parcours d’Intégration**, devront suivre des modules de formation à la langue française dispensés par des organismes agréés dans le cadre des initiatives locales d’intégration et répondant à des critères bien définis (se déroulant sur une période de six mois maximum et comportant un minimum de cent vingt heures de formation).

La personne peut s’adresser à des **opérateurs** comme :

1. La Coordination et Initiatives pour Réfugiés et Étrangers (CIRÉ) dont l’école de français langue étrangère et d’alphabétisation a été une de ses premières activités ;
2. Les instituts de promotion sociale ;
3. Les associations d’éducation permanente ;
4. Les villes et communes via leur PCS (Plan de Cohésion Sociale) ;
5. Les écoles accueillant des élèves primo-arrivants en classes-passerelles (DASPA) ;
6. Les écoles de devoirs ;
7. Les associations de migrants ;
8. L’enseignement à distance ;
9. Les organismes d’insertion socioprofessionnelle ;
10. Les bibliothèques ;
11. Les réseaux d’entraide ;
12. les sites internet ([www.wallangues.be](http://www.wallangues.be) – [www.lepointdufle.net](http://www.lepointdufle.net) – [www.françaisfacile.com](http://www.françaisfacile.com) – [www.toujoursdesmots.com](http://www.toujoursdesmots.com) – [www.ortholud.com](http://www.ortholud.com) – [www.tv5.org/ems/chaine-francophone](http://www.tv5.org/ems/chaine-francophone) – [www.chansons-fr.com](http://www.chansons-fr.com) – [www.leforem.be/particuliers/formations-langues-evaluer-niveau.html](http://www.leforem.be/particuliers/formations-langues-evaluer-niveau.html) – <http://www.selor.be/fr/proc%C3%A9dures/tests-linguistiques>).

Il faut savoir que le contenu, la durée et le niveau des cours peuvent varier sensiblement d’une association à une autre.

## Organisation concrète de l’apprentissage de la langue française

### Test de positionnement

Il permet d’identifier le niveau de français par rapport au Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) et de faciliter l’orientation des personnes vers des parcours d’insertion et de formation les plus appropriés.

Les services tels que le Forem, Lire & Écrire, le Selor, etc., proposent des tests pour évaluer le niveau en français. Ils orientent, si c’est nécessaire, vers une formation à la langue française organisée par des organismes reconnus par les pouvoirs publics.

#### Distinction entre analphabétisme et illettrisme[[15]](#footnote-15)

Il n’existe pas de définition scientifique et universelle de l’analphabétisme et de l’illettrisme, donc des analpha(­)bètes et des illettrés. Ce sont des notions subjectives qui dépendent de décisions arbitraires.

On distingue généralement :

* **L’analphabète** comme étant une personne n’ayant jamais été en contact avec l’écrit, n’étant jamais allée à l’école.
* **L’analphabète fonctionnel** comme étant, selon la définition de l’Unesco de 1958, une personne incapable de lire et d’écrire, en le comprenant, un exposé bref et simple de faits en rapport avec la vie quotidienne. Le plus souvent, cette personne est allée à l’école sans pour autant y avoir acquis ces savoirs de base.
* **Le terme « illettré »,** utilisé en France, peut être considéré comme synonyme d’analphabète fonctionnel.

Mais que dit le Petit Robert 2010 ?

**Analphabète :** qui n’a pas appris à lire et à écrire - renvoi à illettré ;

**Illettré** :

* Vieilli : qui n’est pas lettré - renvoi à ignorant, inculte ;
* Moderne : qui ne sait ni lire ni écrire - renvoi à analphabète ;
* Spécialiste : qui est partiellement incapable de lire et écrire - renvoi à illettrisme.

Ces mots peuvent donc être synonymes.

### Cours d’Alpha/Fle

Le test de positionnement permettra notamment d’orienter les personnes vers des cours d’Alpha / FLE selon leur niveau.

**L’Alpha :** l’alpha s’adresse aux personnes qui ne maîtrisent pas la lecture et l’écriture, dans aucune langue (y compris leur langue maternelle). L’objectif de l’alpha est d’apprendre à parler, écrire, litre et calculer à des adultes n’ayant jamais été scolarisés ou n’ayant acquis aucun diplôme scolaire (quelle que soit la langue maternelle).

Lien utile : [www.alphabetisation.be](http://www.alphabetisation.be).

**Le FLE :** l’objectif des cours de FLE est d’apprendre le français à des adultes scolarisés dans leur langue maternelle (au-delà du niveau d’enseignement « primaire » belge). Ces cours s’adressent à des adultes alphabétisés, c’est-à-dire, qui possèdent, au minimum, les compétences équivalentes au certificat d’études de base (qui sanctionne la fin des études primaires en Belgique) dans une autre langue que le français.

Ainsi, L'Institut de Formation Continuée de Liège organise des cours de français pour non-francophones de niveaux débutant et moyen. Des formations spécifiques à l’enseignement du français langue étrangère (FLE) sont organisées mais elles ne sont pas obligatoires pour tous les formateurs.

## Déclaration de nationalité et apprentissage de la langue française

La loi du 4 décembre 2012 modifiant le code de la nationalité a réaménagé en profondeur les modalités d’acquisition de la nationalité belge. Les candidats à la nationalité doivent dorénavant prouver la **connaissance d’une des trois langues nationales,** et ce, à un niveau correspondant au **niveau A2** du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL).

L’article 1er de l’arrêté royal du 14 janvier 2013 portant exécution dès janvier 2013 de la loi du 4 décembre 2012 précise les différentes manières de prouver cette connaissance.

La preuve de la connaissance de la langue s’impose pour toutes les catégories de déclarants SAUF pour la déclaration :

* Sur base de la naissance en Belgique ;
* En cas de handicap, invalidité et âge de la pension.

Les candidats qui sont dispensés de tests linguistiques sont ceux qui peuvent prouver soit :

* Avoir suivi avec succès (diplôme ou certificat) un cursus supérieur en Belgique ;
* Avoir suivi avec succès (diplôme ou certificat) un cursus dans l’Union européenne, reconnu équivalent au moins du niveau de l’enseignement secondaire supérieur s’il inclut une formation linguistique à l’une des trois langues nationales atteignant le niveau A2 ;
* Avoir suivi (attestation) une formation professionnelle reconnue d’au moins 400 heures ;
* Avoir suivi (attestation) un cours d’intégration tel que prévu par l’autorité compétente du lieu de résidence ;
* Avoir travaillé (comptes individuels ou équivalents) cinq années ininterrompues en Belgique.

Ainsi que ceux qui peuvent prouver :

* Avoir une attestation de réussite d’un niveau de langue correspondant au niveau A2 du CECRL délivrée par un établissement d’enseignement de promotion sociale organisée ou subventionnée par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
* Avoir une attestation de réussite d’un niveau de langue correspondant au niveau A2 du CECRL délivrée par les offices régionaux de la formation professionnelle et de l’emploi (Forem).

# La formation à la citoyenneté

## Le Parcours d’intégration et la citoyenneté

La formation à la citoyenneté est obligatoire pour les primo-arrivants concernés par le Parcours d’intégration en Région wallonne de langue française.

*« Art.152/5., § 1er —* ***La formation à la citoyenneté*** *visée à l'article 152/3, § 2, alinéa 2, 2°, est dispensée au sein d'organismes agréés dans le cadre des initiatives locales d'intégration visées à l'article 154, de pouvoirs publics ou d'organismes reconnus par les pouvoirs publics.*

*Par « organismes reconnus par les pouvoirs publics », l’on entend :*

*1° les établissements d’enseignement de promotion sociale en Communauté française ;*

*2° les associations d’éducation permanente agréées par la Communauté française ;*

*3° les Centres d’insertion socioprofessionnelle ;*

*4° les organismes bénéficiant d’une reconnaissance spécifique dans le cadre d’un appel à projets thématique dont le Gouvernement détermine les modalités. – Décret du 28 avril 2016, art. 9,1°.*

*Le Gouvernement détermine les compétences minimales des formateurs à la citoyenneté.*

*§ 2. La formation à la citoyenneté se déroule sur une période de quatre mois maximum et comporte un minimum de soixante heures de formation.*

*Elle porte, au minimum, sur :*

1. *Les statuts de séjour en Belgique ;*
2. *Le logement ;*
3. *La santé ;*
4. *L'enseignement ;*
5. *La sécurité sociale ;*
6. *Les impôts ;*
7. *Les assurances ;*
8. *Les institutions belges et internationales ;*
9. *La vie quotidienne ;*
10. *L’égalité des chances et des genres.- Décret du 28/04/2016, art. 9, 3°*

*Le Comité de coordination visé à l'article 151/1 fixe, sur proposition des centres, le contenu de la formation à la citoyenneté. Il est harmonisé de telle sorte qu'il s'applique, quel que soit l'organisme qui dispense la formation, en région de langue française ».*

## La cohésion sociale et la citoyenneté

« En réalité, les associations n’ont pas attendu ce nouveau décret pour s’emparer de la thématique de la citoyenneté et du « vivre ensemble » ; elles l’abordent avec les personnes migrantes depuis de nombreuses années déjà. Ce thème figure par ailleurs dans le programme quinquennal de Cohésion sociale 2011-2015 dont l’une des actions prioritaires consiste en l’organisation de modules d’initiation à la citoyenneté spécifiquement destinés aux primo-arrivants. »[[16]](#footnote-16)

## Qu’est-ce que la citoyenneté ?

Permettre aux personnes arrivées en Wallonie d’en apprendre davantage sur les rouages de la Belgique d’un point de vue « pratico-pratique » (où se soigner, quelles démarches administratives effectuer, comment fonctionne le système scolaire, à qui s’adresser en cas de soucis avec le propriétaire ?), politique (qui sont nos élus, qu’est-ce que la démocratie belge, comment fonctionne le système électoral ?) et culturel (le principe d’égalité hommes-femmes, quels sont les traits culturels belges ?).

Les Ateliers citoyenneté sont dispensés selon une pédagogie interactive et participative. La volonté est de proposer aux participants une sorte de « boîte à outils » pour se débrouiller de manière autonome dans le pays, prendre part et participer activement à la société d’accueil tout en améliorant la langue française.

Les modules se déroulent dans différents endroits comme la Promotion sociale, diverses A.S.B.L., les CPAS, des organismes d’insertion socioprofessionnelle ou encore dans les locaux de CFS-même.

## Organisation pratique de la formation à la citoyenneté

Tout comme pour la formation en langue française, le contenu, la durée et le niveau des cours de citoyenneté peuvent varier sensiblement d’une association à une autre.

Selon leur niveau, les personnes seront orientées vers :

* Une **Formation à l’Intégration Citoyenne** (FIC) d’une durée de 60 heures, destinée aux primo-arrivants francophones de niveau minimum A2 ;

Ou vers

* Les **Ateliers d’Orientation Citoyenne** (AOC[[17]](#footnote-17)) d’une durée de 60 heures destinés aux primo-arrivants non francophones de niveau inférieur à A2 acquis.

Liens utiles :

* <http://www.vivreenbelgique.be>
* <http://www.belgique-infos.be>
* <http://www.discri.be>
* <http://www.newintown.be>
* <http://ep.cfsasbl.be>
* <http://www.cultures-sante.be>
* [Les mallettes pédagogiques « Bienvenue en Belgique » de Lire & Écrire](http://www.lire-et-ecrire.be/Bienvenue-en-Belgique-Huit-mallettes-pedagogiques?lang=fr).

1. C’est l’objectif du « Cadre européen commun de référence pour les langues », qui permet de déterminer un niveau linguistique déterminé et reconnu par les opérateurs de formation et de la déclinaison qui en est faite, pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, dans le Référentiel et test de positionnement pour le français langue étrangère et seconde (FLES) réalisé par l’A.S.B.L. Lire & Écrire, disponible auprès de cette association. [↑](#footnote-ref-1)
2. Philippe Hambye et Anne-Sophie Romainville, « [Maîtrise du français et intégration - Des idées reçues, revues et corrigées](http://www.languefrancaise.cfwb.be/index.php?eID=tx_nawsecuredl&u=0&g=0&hash=3f5403e50d58df83594e4e3d32471832019731d1&file=fileadmin/sites/sgll/upload/lf_super_editor/publicat/collection-guide/Maitrise_du_franc_oais_et_inte_uegration-web.pdf) », collection Guide, Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Service de la Langue française, 2014. [↑](#footnote-ref-2)
3. Art.6 du Décret du 27/03/2014. [↑](#footnote-ref-3)
4. Art.150, 3° du CWASS tel que modifié par le Décret du 08/11/2018. [↑](#footnote-ref-4)
5. Art.152 du CWASS tel que modifié par le Décret du 08/11/2018. [↑](#footnote-ref-5)
6. Art. 152/1 du CWASS tel que modifié par le Décret du 08/11/2018. [↑](#footnote-ref-6)
7. Art. 152/3, §2 §3 §4 du CWASS tel que modifié par le Décret du 08/11/2018. [↑](#footnote-ref-7)
8. « Ce site repris dans la webographie s’adresse aux personnes et organismes qui soutiennent l’intégration des primo-arrivants ainsi qu’à ces derniers. » [↑](#footnote-ref-8)
9. Ainsi que sur le Décret du 27 mars 2014 remplaçant le livre II du Code wallon de l’Action sociale et de la Santé relatif à l’intégration des personnes étrangères ou d’origine étrangère. En Wallonie (par les CRI) et à Bruxelles (par les BAPA), les pouvoirs publics organisent, depuis 2014, des parcours d’intégration, afin d’accompagner les migrants nouvellement arrivés en Belgique francophone dans leurs démarches. [↑](#footnote-ref-9)
10. Actuellement la DGO5. [↑](#footnote-ref-10)
11. Bastyns et Stercq, p. 73. [↑](#footnote-ref-11)
12. Sonia GSIR, sous la supervision de Marco MARTINIELO, « [Les dispositifs d’apprentissage de la langue du pays d’accueil pour les primo-arrivants en Belgique, en Europe et au Québec](https://orbi.ulg.ac.be/bitstream/2268/179960/1/Rapport_langues_final.pdf) » - Octobre 2006. [↑](#footnote-ref-12)
13. <http://www.alpha-fle.be> [↑](#footnote-ref-13)
14. <https://portailalphafle.be/fr/> [↑](#footnote-ref-14)
15. <http://www.lire-et-ecrire.be/Questions-frequentes#Analpha-bete-illettre-quelle-difference>. [↑](#footnote-ref-15)
16. Programme Cohésion sociale 2011-2015, thématiques prioritaires de la Cohésion sociale pour le quinquennat 2011-2015, p. 5. [↑](#footnote-ref-16)
17. On parlera bientôt non plus d’AOC mais de FIC allégé. [↑](#footnote-ref-17)